

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG53/1

10 mars 1998

(98-0934)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais/
français/
espagnol

UNION DOUANIERE ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LA PRINCIPAUTE D'ANDORRE

Le texte de l' Accord entre la Communauté économique européenne et la Principauté d' Andorre est reproduit ci-après.¹

Accord entre la Communauté économique européenne et la Principauté d' Andorre

La Principauté d' Andorre

et

La Communauté économique européenne,

Désireuses d' établir pour leurs relations commerciales un régime remplaçant les régimes nationaux actuellement en vigueur et respectant la spécificité de la situation de la Principauté d' Andorre,

Considérant qu' en raison des facteurs géographiques, historiques et socio-économiques, la situation exceptionnelle de la Principauté d' Andorre justifie un régime particulier, notamment en matière de franchises des droits à l' importation, des taxes sur le chiffre d' affaires et des accises perçues à l' importation par la Communauté à l' égard de la Principauté d' Andorre dans le trafic de voyageurs,

Conviennent des dispositions suivantes:

Article premier

Les échanges entre la Communauté économique européenne, d' une part, et la Principauté d' Andorre, d' autre part, sont régis par les dispositions figurant ci-après.

¹ Les annexes de l' Accord et les Protocoles y relatifs ont été communiqués au Secrétariat, où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau n° 3006).

TITRE PREMIER

Union douanière

Article 2

Il est établi, entre la Communauté économique européenne et la Principauté d'Andorre, une union douanière en ce qui concerne les produits relevant des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé, selon les modalités et conditions figurant au présent titre.

Article 3

1. Les dispositions du présent titre s'appliquent:
 - a) aux marchandises produites dans la Communauté ou dans la Principauté d'Andorre, y compris celles obtenues, totalement ou partiellement, à partir de produits en provenance de pays tiers, qui se trouvent en libre pratique dans la Communauté ou dans la Principauté d'Andorre;
 - b) aux marchandises en provenance des pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans la Communauté ou dans la Principauté d'Andorre.
2. Sont considérés comme marchandises en libre pratique dans la Communauté ou dans la Principauté d'Andorre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits ou taxes.

Article 4

Les dispositions du présent titre s'appliquent également aux marchandises obtenues dans la Communauté ou dans la Principauté d'Andorre dans la fabrication desquelles sont entrés des produits en provenance de pays tiers qui ne se trouvaient en libre pratique ni dans la Communauté ni dans la Principauté d'Andorre. L'admission desdites marchandises au bénéfice de ces dispositions est toutefois subordonnée à la perception, dans la partie contractante d'exportation, des droits de douane prévus, dans la Communauté, pour les produits de pays tiers entrés dans leur fabrication.

Article 5

Les parties contractantes s'abstiennent d'introduire entre elles de nouveaux droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent et d'augmenter ceux applicables dans leurs relations commerciales mutuelles au 1er janvier 1989.

Article 6

1. Les droits de douane à l'importation ainsi que les taxes d'effet équivalent en vigueur entre la Communauté et la Principauté d'Andorre sont supprimés dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3.
2. La Principauté d'Andorre supprime, au 1er janvier 1991, les droits de douane et taxes d'effet équivalent applicables aux importations en provenance de la Communauté.

3. a) A partir du 1er janvier 1991, la Communauté, à l'exception du royaume d'Espagne et de la République portugaise, supprime les droits de douane et taxes d'effet équivalent applicables aux importations en provenance de la Principauté d'Andorre.
- b) A partir du 1er janvier 1991, le royaume d'Espagne et la République portugaise appliquent à l'égard de la Principauté d'Andorre les mêmes droits de douane que ceux applicables par ces deux pays à l'égard de la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985.
- c) Dans le cas des produits agricoles transformés relevant des chapitres 25 à 97 du système et visés par le règlement (CEE) n° 3033/80, les dispositions des points a) et b) s'appliquent aux droits de douane constituant l'élément fixe de l'imposition prévue à l'importation de ces produits dans la Communauté en provenance de la Principauté d'Andorre; l'élément mobile prévu par ce règlement reste applicable.
- d) Par dérogation aux points a), b,) et c), sont exonérées des droits de douane, à partir du 1er janvier 1991, les importations bénéficiant des dispositions relatives à la franchise fiscale dans le cadre du trafic des voyageurs à l'article 13.

Article 7

1. La Principauté d'Andorre adopte, avec effet au 1er janvier 1991, en ce qui concerne les produits couverts par l'union douanière:

- les dispositions relatives aux formalités d'importation appliquées par la Communauté à l'égard des pays tiers,
- les dispositions législatives, réglementaires et administratives applicables en matière douanière dans la Communauté et nécessaires au bon fonctionnement de l'union douanière.

Les dispositions visées aux premier et deuxième tirets sont celles applicables dans la version en vigueur à tout moment dans la Communauté,

2. Les dispositions visées au paragraphe 1, deuxième tiret, sont déterminées par le Comité mixte prévu à l'article 17.

Article 8

1. a) Pendant une période de cinq ans et au-delà si un accord ne peut être réalisé au titre du point b), la Principauté d'Andorre autorise la Communauté à assurer, au nom et pour le compte de la Principauté d'Andorre, la mise en libre pratique des produits en provenance des pays tiers destinés à la Principauté d'Andorre. Cette mise en libre pratique sera effectuée par l'intermédiaire des bureaux de douane communautaires énumérés à l'annexe 1.
- b) A l'issue de cette période et dans le cadre de l'article 20, la Principauté d'Andorre se réserve d'exercer son droit de mise en libre pratique, après accord des parties contractantes.

2. Les droits à l'importation perçus sur les marchandises en application du paragraphe 1 le sont pour le compte de la Principauté d'Andorre. La Principauté d'Andorre s'engage à ne pas rembourser les montants perçus directement ou indirectement aux intéressés.
3. Seront déterminés au sein du Comité mixte prévu à l'article 17:
 - a) la modification éventuelle de la liste des bureaux de douane de la Communauté compétents pour le dédouanement des marchandises visées au paragraphe 1, ainsi que la procédure de réexpédition desdites marchandises vers la Principauté d'Andorre visée au paragraphe 1;
 - b) les modalités de la mise à la disposition du Trésor andorran des montants perçus en vertu du paragraphe 2, ainsi que le pourcentage pouvant en être déduit par la Communauté en tant que frais d'administration conformément à la réglementation en vigueur en la matière au sein de la Communauté;
 - c) toute autre modalité s'avérant nécessaire pour le bon fonctionnement des dispositions du présent article.

Article 9

Les restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation ainsi que toute mesure d'effet équivalent entre la Communauté et la Principauté d'Andorre sont interdites à partir du 1er janvier 1991.

Article 10

1. Chaque partie contractante qui estime que des disparités résultant de l'application par l'autre partie contractante envers des pays tiers, soit des droits de douane, soit des restrictions quantitatives, soit de toutes mesures d'effet équivalent à l'importation ainsi que de toute autre mesure de politique commerciale, menacent d'entraîner des détournements de trafic ou de causer des difficultés économiques sur son territoire peut saisir le Comité mixte qui, le cas échéant, recommande les méthodes propres à éviter les dommages susceptibles d'en résulter.
2. Lorsque des détournements de trafic ou des difficultés économiques se manifestent et que la partie intéressée estime que, compte tenu des circonstances exceptionnelles, ceux-ci nécessitent une action immédiate, elle peut prendre elle-même les mesures de surveillance ou de protection nécessaires en les notifiant sans délai au Comité mixte, qui peut recommander leur modification ou leur suppression.
3. Par priorité doivent être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbation au fonctionnement de l'union douanière, et notamment au développement normal des échanges.

TITRE II

Régime des produits non couverts par l'union douanière

Article 11

1. Lors de leur importation dans la Communauté, les produits relevant des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé et originaires de la Principauté d'Andorre sont admis en exemption des droits à l'importation.

2. L'Appendice détermine les règles d'origine ainsi que les méthodes de coopération administrative.

Article 12

1. Le régime appliqué à l'importation dans la Principauté d'Andorre à l'égard de marchandises en provenance des pays tiers ne peut être plus favorable que celui appliqué à l'égard des importations de produits communautaires.
2. Les produits relevant des codes du Système harmonisé 24.02 et 24.03 manufacturés dans la Communauté à partir de tabac brut remplissant les conditions de l'article 3, paragraphe 1, bénéficient, lors de leur importation dans la Principauté d'Andorre, d'un taux préférentiel correspondant à 60 pour cent du taux appliqué dans la Principauté d'Andorre pour ces mêmes produits à l'égard des pays tiers.

TITRE III

Dispositions communes

Article 13

1. Les franchises des droits à l'importation, des taxes sur le chiffre d'affaires et des accises perçues à l'importation et qui sont applicables aux marchandises contenues dans les bagages personnels des voyageurs en provenance d'une des parties contractantes sont celles applicables à tout moment dans la Communauté à l'égard de pays tiers à condition que les importations de ces marchandises soient dépourvues de tout caractère commercial.
2. En ce qui concerne les produits relevant du Titre II du présent accord énumérés ci-après, les franchises visées au paragraphe 1 sont octroyées, par voyageur entrant dans la Communauté en provenance d'Andorre, dans les limites quantitatives:

lait en poudre	2,5 kg
lait condensé	3 kg
lait frais	6 kg
beurre	1 kg
fromage	4 kg
sucres et sucreries	5 kg
viande	5 kg

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 et pourvu que les marchandises soient acquises aux conditions du marché intérieur d'une des parties contractantes et qu'elles remplissent les conditions ci-dessus énoncées:

- la valeur globale des franchises applicables aux marchandises relevant du Titre I est portée par personne au triple de la valeur de la franchise accordée par la Communauté aux voyageurs en provenance des pays tiers,

- les limites quantitatives des franchises pour les marchandises énumérées ci-après sont les suivantes:
 - a) Produits en tabac
 - cigarettes 300 pièces
 - ou
 - cigarillos 150 pièces
 - (cigares d'un poids maximal de 3 g par pièce)
 - ou
 - cigares 75 pièces
 - ou
 - tabac à fumer 400 grammes
 - b) Alcools et boissons alcooliques
 - boissons distillées et boissons spiritueuses ayant un titre alcoométrique de plus de 22% vol. alcool éthylique non dénaturé de 80% vol. et plus au total 1,5 litre
 - ou
 - boissons distillées spiritueuses, apéritifs à base de vin ou d'alcool, tafia, saké ou boissons similaires ayant un titre alcoométrique de 22 % vol. ou moins, vins mousseux, vins de liqueur au total 3 litres
 - et
 - vins tranquilles au total 5 litres
 - c) Parfums 75 grammes
 - et
 - eaux de toilette 3/8 litre
 - d) Café 1 000 grammes
 - ou
 - extraits et essences de café 400 grammes
 - e) Thé 200 grammes
 - ou
 - extraits et essences de thé 80 grammes

4. Dans les limites quantitatives fixées au paragraphe 3, deuxième tiret, la valeur des marchandises y énumérées. n'est pas prise en considération pour la détermination des franchises visées au paragraphe 1.

Article 14

Les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant directement ou indirectement une discrimination entre les produits d'une partie contractante et les produits similaires en provenance de l'autre partie contractante.

Les produits expédiés vers le territoire d'une des parties contractantes ne peuvent bénéficier de ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 15

1. En complément de la coopération prévue par l'article 11, paragraphe 2 et l'article 17, paragraphe 8, les autorités administratives chargées, dans les parties contractantes, de l'exécution des dispositions du présent accord se prêtent mutuellement assistance dans les autres cas en vue d'assurer le respect de ces dispositions.

2. Les modalités d'application du paragraphe 1 sont fixées par le Comité mixte visé à l'article 17.

Article 16

Le présent accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale ni aux réglementations en matière d'or et d'argent. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée dans le commerce entre les parties contractantes.

Article 17

1. Il est institué un comité mixte qui est chargé de la gestion du présent accord et qui veille à sa bonne exécution. A cet effet, il formule des recommandations. Il prend des décisions dans les cas prévus par le présent accord. L'exécution de ces décisions est effectuée par les parties contractantes selon leurs règles propres.

2. Aux fins de la bonne exécution du présent accord, les parties contractantes procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une d'entre elles, se consultent au sein du Comité mixte.

3. Le Comité mixte établit son règlement intérieur.

4. Le Comité mixte est composé, d'une part, de représentants de la Communauté et, d'autre part, de représentants de la Principauté d'Andorre.

5. Le Comité mixte se prononce d'un commun accord.

6. La présidence du Comité mixte est exercée à tour de rôle par chacune des parties contractantes selon les modalités à prévoir dans son règlement intérieur.

7. Le Comité mixte se réunit à la demande de l'une ou de l'autre partie contractante, adressée un mois au moins avant la date de la réunion projetée. Au cas où une question visée à l'article 10

motive la convocation du Comité mixte, celui-ci se réunit dans un délai de huit jours ouvrables à compter de la demande.

8. Selon la procédure prévue au paragraphe 1, le Comité mixte détermine les méthodes de coopération administratives aux fins d'appliquer les articles 3 et 4, en s'inspirant des méthodes arrêtées par la Communauté à l'égard des échanges de marchandises entre les Etats membres; il peut procéder également aux modifications des dispositions de l'Appendice visé à l'article 11.

Article 18

1. Les différends relatifs à l'interprétation de l'accord nés entre les parties contractantes sont soumis au Comité mixte.
2. Si le Comité mixte ne parvient pas à régler le différend au cours de sa plus proche session, chacune des deux parties peut notifier à l'autre la désignation d'un arbitre, l'autre partie est alors tenue de désigner un deuxième arbitre dans un délai de deux mois.
3. Le Comité mixte désigne un troisième arbitre.
4. Les décisions des arbitres sont prises à la majorité.
5. Chaque partie au différend est tenue de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la décision des arbitres.

Article 19

Dans le domaine des échanges commerciaux couvert par le présent accord:

- le régime appliqué par la Principauté d'Andorre à l'égard de la Communauté ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les Etats membres, leurs ressortissants ou leurs sociétés,
- le régime appliqué par la Communauté à l'égard de la Principauté d'Andorre ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les ressortissants ou sociétés andorrans.

TITRE IV

Dispositions générales et finales

Article 20

Le présent accord est conclu pour une durée illimitée. Dans un délai maximum de cinq ans à partir de son entrée en vigueur, les deux parties conviennent d'examiner les résultats de l'application de l'accord et, si nécessaire, d'ouvrir des négociations en vue de le modifier à la lumière de cet examen.

Article 21

Chaque partie contractante a la faculté de dénoncer le présent accord par notification écrite à l'autre partie contractante. Dans ce cas, le présent accord cesse d'être en vigueur six mois après la date de cette notification.

Article 22

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité instituant la Communauté économique européenne est applicable et dans les conditions prévues par ledit traité et, d'autre part, au territoire de la Principauté d'Andorre.

Article 23

Les annexes I et II et l'Appendice du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

Article 24

1. Le présent accord entre en vigueur le 1er juillet 1990, à condition que les parties contractantes se soient notifiées avant cette date l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.
2. Après la date mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la notification.
3. Si le paragraphe 2 est d'application, la date du 1er janvier 1991, mentionnée dans les diverses dispositions du présent accord, est remplacée par celle du 1er juillet 1991.

Article 25

Les dispositions du présent accord se substituent à celles appliquées, jusqu'à l'entrée en vigueur de celui-ci, par la Communauté et, en particulier, par la France et l'Espagne, en vertu des échanges de lettres de 1967 avec la Principauté d'Andorre.

Article 26

Le présent accord est rédigé en double exemplaire, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et catalane, chacun de ces textes faisant également foi.
